

La paix en Colombie part en fumée?



La signature des accords entre le gouvernement de Juan Manuel Santos et la principale organisation de guérilla, les FARC, les Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie-Armée du Peuple, semble incapable d'endiguer la vague de violence qui a fauché la vie de dizaines de leaders sociaux et communautaires depuis le début de l'année et qui menace de faire naufrager les illusions de parvenir à la paix dans ce pays sud-américain.

Il s'agit d'une tendance qui avait un rythme ascendant ces dernières années. En 2015, 63 écologistes et défenseurs des droits des peuples indiens et de paysans ont été assassinés mais en 2016 le nombre a augmenté de 37%, jusqu'à atteindre 80 bien que l'on ait pensé qu'après l'accord de paix entre les deux principales parties belligérantes du pays, ces crimes pourraient diminuer.

Rien de plus éloigné de la réalité car l'acharnement sur les activistes, les hommes et les femmes, augmente sans cesse face à l'indifférence des autorités qui se sont montrées jusqu'à présent peu disposées à enquêter à fond et qui se bornent à rendre responsables des groupes armés irréguliers, sans identifier les auteurs matériels ou intellectuels.

Des endroits comme Magdalena Medio, Choco, Catatumbo, le Nord d'Antioquia et Tumaco sont les pires théâtres de cette élimination systématique de leaders communautaires et où l'on peut avec plus de crudité la grande distance qui existe entre les accords signés avec les FARC-AP et la réalité que vivent

les communautés paysannes et indiennes.

Un des points cardinaux du conflit est le remplacement des cultures illicites, le point 4 des Accords de Paix car tandis que beaucoup de paysans pauvres essaient de bénéficier des programmes de remplacement, des bandes de criminels font pression sur eux pour s'emparer de leurs terres et pour les obliger à se déplacer vers d'autres endroits.

Vers la fin de l'année dernière, la propre armée et la police ont réprimé durement les marches de paysans qui exigeaient l'application des décisions prises au cours des négociations de La Havane.

L'ONG « Nous sommes des défenseurs » a assuré que beaucoup des assassinats sont perpétrés dans des endroits où, depuis l'abandon des armes et la concentration dans des campements des effectifs des FARC-AP, sont restés sous la juridiction de l'armée ou de la police ce qui n'empêche ni les menaces ni les exécutions d'activistes.

Cette fin de semaine, des rassemblements massifs ont eu lieu en plusieurs points du pays pour exiger que l'on mette fin à l'impunité qui règne sur les crimes et pour que l'on protège la vie de ceux qui luttent pour une vie meilleure pour leurs communautés.

La chercheuse Lucía Sotomayor a dénoncé sur la Place de Bolivar, à Bogotá, que l'on est en train d'assassiner les leaders et que l'état colombien ne fait absolument rien et elle a assuré que, dans ce pays, l'on ne peut pas parler et l'on fait taire ceux qui le font.

Medellín, Cali, Pereira et Cartagène des Indes sont aussi été le théâtre de marches ainsi que les villes européennes de Berlin, Paris et Madrid où les participants ont exigé du gouvernement de la Colombie qu'il sauve le processus de paix et qu'il donne des garanties aux citoyens.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/166450-la-paix-en-colombie-part-en-fumee>



Radio Habana Cuba